

M. MORRIS—C'est vrai, nous avons fait des progrès sous le régime actuel :—mais l'hon. monsieur doit se rappeler les animosités du passé. Quelque moins ancien que lui dans cette chambre, je me souviens, lorsque j'y entrai, de l'état critique dans lequel étaient les esprits et des difficultés qui depuis n'ont cessé d'exister et de rendre impossible toute administration. N'avons-nous pas vu des gouvernements se maintenir, session après session, au moyen d'une majorité d'une ou de deux voix, et nous convaincre par là qu'il était impossible à aucun ministère de conduire les affaires publiques avec la dignité et la fermeté indispensables ? Ainsi que je l'ai dit, je crois que la conférence a, on ne peut mieux, réussi dans la combinaison du plan qui nous est soumis aujourd'hui. Formant une société d'hommes libres et de sujets anglais, délibérant sur notre passé, notre présent et notre avenir, nous déclarons rester attachés à la couronne d'Angleterre ;—nous disions à l'école de GOLDWIN SMITH, à ceux qui ne veulent plus de colonies, que nous ne voulons pas nous séparer de la métropole (écoutez ! écoutez !) ;—que nous voulons conserver les liens existants ; que nous n'avons aucun désir de nous soustraire à cette protection dont nous avons si longtemps joui, mais que, tout en continuant de garder cette protection, nous sommes résolus à faire tout en notre pouvoir pour notre défense et pour le développement des immenses ressources que la Providence a mises à notre disposition, et que nous demandons au parlement anglais le pouvoir d'accomplir ce grand œuvre avec toute l'Amérique Britannique du Nord. (Écoutez !) — Quel domaine, en effet, ne possédons-nous pas ! Notre territoire embrasse trois millions de milles carrés, et est assez vaste par conséquent pour suffire à l'expansion de toutes les races qui habitent ce pays. Or, ce que nous voulons, c'est suivant les paroles d'un ancien ministre des colonies—lesquelles rendent parfaitement les vues et les sentiments du peuple de toutes ces provinces,—de pouvoir nous présenter devant le peuple anglais, devant le gouvernement anglais et devant notre Reine en tenant le langage suivant :—“ Nous voulons, avec votre aide, avec votre sanction et avec votre permission, essayer d'ajouter un nouveau pays chrétien à ceux par qui l'Angleterre éternise sa mémoire, non par des pyramides ni par des obélisques, mais par la formation de nouvelles nationalités dont l'histoire s'écrira dans sa propre langue.” Telles étaient les paroles

dont le secrétaire colonial, Sir BULWER LYTTON, se servit lorsqu'il voulut fonder et qu'il fonda, en effet, une nouvelle colonie sur les rives du Pacifique,—paroles qui indiquent une confiance inébranlable dans le pouvoir et l'efficacité des institutions anglaises, et qui démontrent que ce régime peut s'adapter à toutes les circonstances d'un nouveau pays habité par des sujets anglais à qui le soin d'institutions de ce genre aurait été remis. (Écoutez ! écoutez !) Mais je m'aperçois que je suis tenté d'oublier l'excellent exemple que m'a donné mon hon. ami de Lambton. (Cris : non ! non !—continuez.) Puisqu'il en est ainsi, je vais mentionner le plus brièvement possible deux ou trois avantages immédiats que nous retirerons, suivant moi, de l'établissement d'une union des Canadas avec les provinces maritimes, sous le régime d'un pouvoir central et de parlements locaux. Et d'abord, voyons quelle est la position que ces colonies occupent vis-à-vis de la grande nation militaire qui se forme de l'autre côté des frontières ; voyons ce qu'on y pense de nous. Un de ses hommes d'État les plus éminents, conseillant, il y a quelques années, à ses concitoyens de cultiver notre connaissance pendant que nous avions encore “les yeux fermés sur notre destinée.” Or, nous n'en sommes plus là : nous avons ouvert les yeux sur notre destinée, et nous cherchons, autant que cela se peut, de lui donner des bases sûres et certaines. (Écoutez ! écoutez !) Voici ce qu'écrivit de nous un auteur américain :—

“ Ils sont sans pouvoir énergique pour veiller aux intérêts de tous, pour assurer la prospérité de leurs côtes maritimes et de l'intérieur du pays, celle du commerce et de l'agriculture où ils semblent être nos rivaux, pour établir l'uniformité dans leur tarif et leurs impôts, et hâter l'exploitation des grandes ressources des pêcheries, des mines et autres !”

C'est là un point de vue de la position de ces provinces que je recommande à l'attention de mes hon. amis de Chateauguay et d'Hochelaga. Je leur demanderai si c'est là la vérité, et si cette situation n'est pas celle que nous occupons depuis longtemps ? Or, le résultat de l'union projetée sera de faire disparaître cet état de choses. (Écoutez ! écoutez !) Je crois, en effet, que lorsque ces colonies seront unies ensemble, qu'elles agiront de concert et qu'elles seront animées par un sentiment de dépendance et d'intérêt mutuels, le résultat sera d'accroître leur richesse et leur industrie et d'augmenter leurs